



Cadre Harmonisé Bonifié d'Analyse permanente de la vulnérabilité courante

Rapport de synthèse (Mauritanie, Niger, Sénégal)

Ibnou DIENG (CILSS)

Patrick DAVID (FAO)

Naouar Labidi (PAM)

Koffi AKAKPO (PAM)

août 2009

TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE	6
2. JUSTIFICATION D'UN EXERCICE DE CADRE HARMONISÉ BONIFIÉ.....	6
3. ORGANISATION DE L'ATELIER D'ANALYSE	6
4. CONCLUSIONS GÉNÉRALES	7
5. RECOMMANDATIONS	8
ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE DU CHB	10
ANNEXE 2 : TABLEAU DES INDICATEURS DU CHB.....	11
ANNEXE 3 : RAPPORT DE LA MAURITANIE.....	12
ANNEXE 4 : RAPPORT DU NIGER	20
ANNEXE 5 : RAPPORT DU SÉNÉGAL	26

Analyse de la vulnérabilité en Mauritanie avec la méthode du Cadre Harmonisé Bonifié (novembre 2008 - juin 2009)

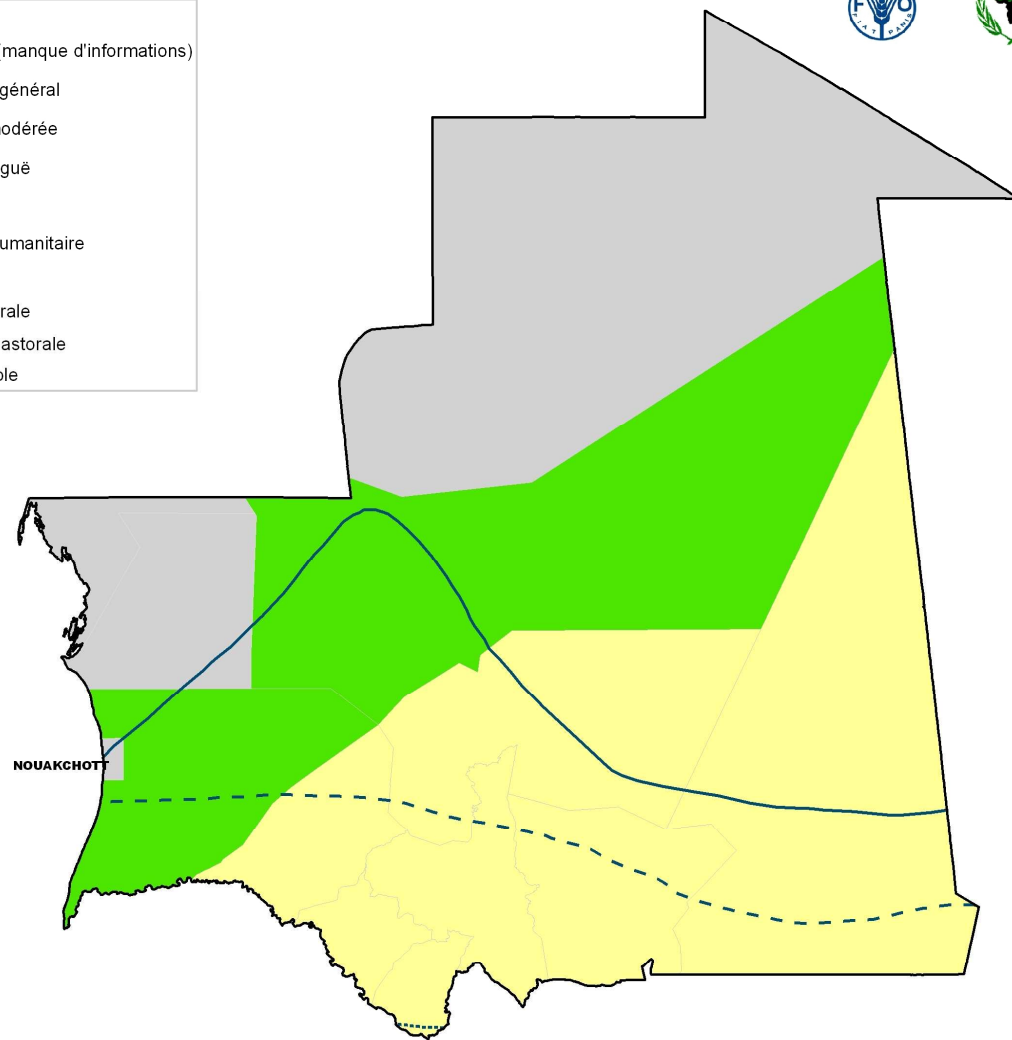


Vulnérabilité

- Phase non déterminée (manque d'informations)
- Sécurité alimentaire en général
- Insécurité alimentaire modérée
- Insécurité alimentaire aiguë
- Urgence alimentaire
- Famine - Catastrophe humanitaire

Limites agroclimatiques

- Limite Nord Zone Pastorale
- Limite Nord Zone Agropastorale
- Limite Nord Zone Agricole



© CILSS/CENTRE REGIONAL AGRHYMET, août 2009

Analyse de la vulnérabilité au Niger avec la méthode du Cadre Harmonisé Bonifié (novembre 2008 - juin 2009)

Vulnérabilité

- Phase non déterminée
- Sécurité alimentaire en général
- Insécurité alimentaire modérée
- Insécurité alimentaire aiguë
- Urgence alimentaire
- Famine - Catastrophe humanitaire

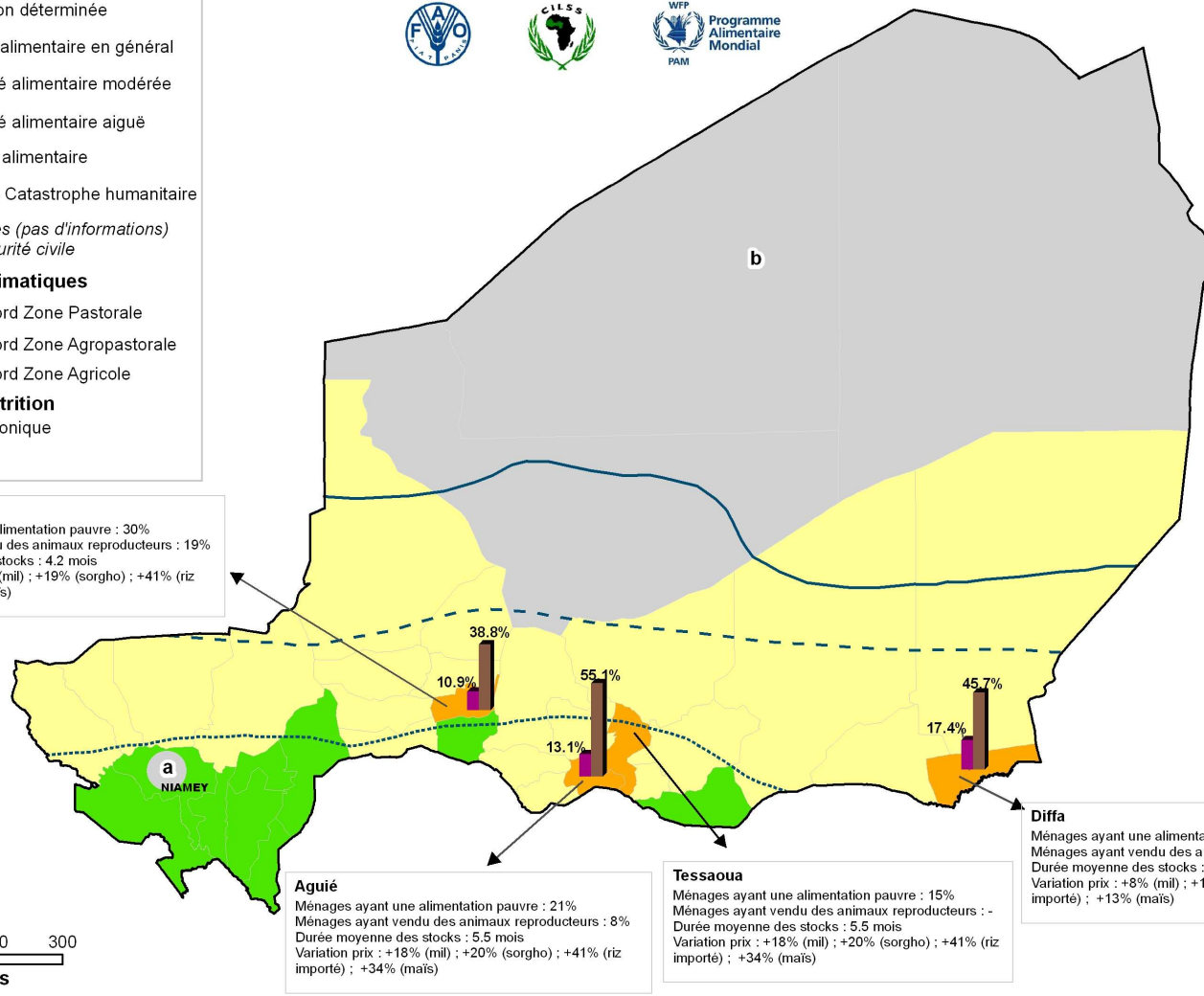
a : Zones urbaines (pas d'informations)
b : Zones d'insécurité civile

Limites agroclimatiques

- Limite Nord Zone Pastorale
- Limite Nord Zone Agropastorale
- Limite Nord Zone Agricole

Taux de malnutrition

aiguë chronique

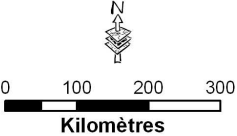


Bouza
Ménages ayant une alimentation pauvre : 30%
Ménages ayant vendu des animaux reproducteurs : 19%
Durée moyenne des stocks : 4.2 mois
Variation prix : +19% (mil) ; +19% (sorgho) ; +41% (riz importé) ; +28% (maïs)

Aguié
Ménages ayant une alimentation pauvre : 21%
Ménages ayant vendu des animaux reproducteurs : 8%
Durée moyenne des stocks : 5.5 mois
Variation prix : +18% (mil) ; +20% (sorgho) ; +41% (riz importé) ; +34% (maïs)

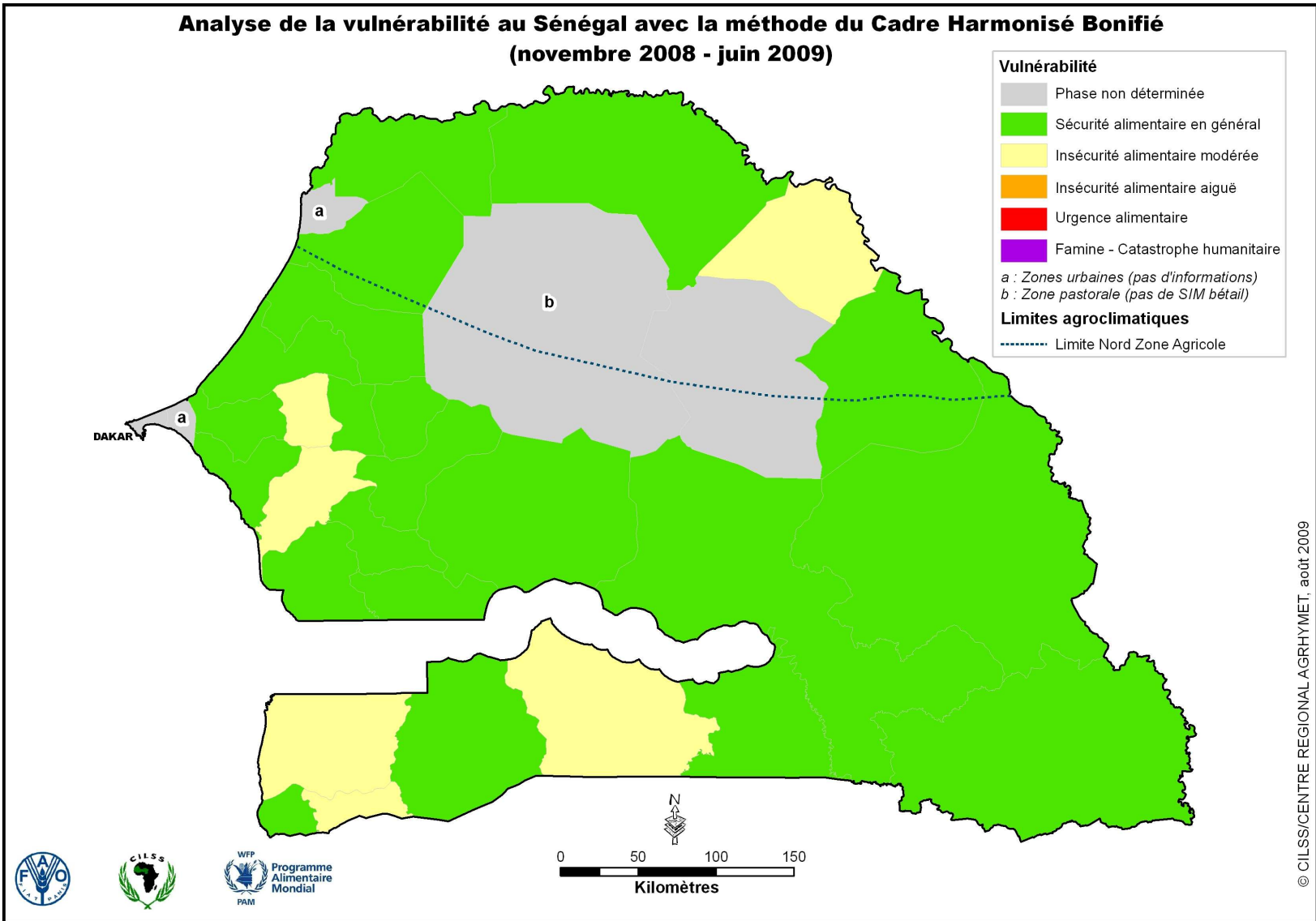
Tessaoua
Ménages ayant une alimentation pauvre : 15%
Ménages ayant vendu des animaux reproducteurs : -
Durée moyenne des stocks : 5.5 mois
Variation prix : +18% (mil) ; +20% (sorgho) ; +41% (riz importé) ; +34% (maïs)

Diffa
Ménages ayant une alimentation pauvre : 24%
Ménages ayant vendu des animaux reproducteurs : 14%
Durée moyenne des stocks : 2.5 mois
Variation prix : +8% (mil) ; +11% (sorgho) ; +33% (riz importé) ; +13% (maïs)



© CILSS/CENTRE REGIONAL AGRHYMET, août 2009

**Analyse de la vulnérabilité au Sénégal avec la méthode du Cadre Harmonisé Bonifié
(novembre 2008 - juin 2009)**



1. CONTEXTE

Des initiatives pour prévenir et gérer les crises alimentaires sont en marche depuis plusieurs décennies au Sahel et en Afrique de l'Ouest : mise en place et animation d'un dispositif régional de suivi de la situation alimentaire et d'un réseau de prévention des crises alimentaires, harmonisation des méthodes des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire, renforcement de capacités, adoption d'une charte de l'aide alimentaire, etc. Et pourtant, cette région traverse encore des crises dont les origines sont diverses. Elles sont généralement liées à la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles due aux effets conjugués de la démographie, des variations climatiques, des pratiques de gestion peu durables et de la pauvreté des populations. Or, il n'existe pas encore un système d'informations sur la vulnérabilité des populations qui soit consensuel aux acteurs intervenant dans la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest (CILSS, FAO, FEWS NET, PAM, etc.).

En vue de disposer d'un tel système harmonisé et qui s'adapte aux évolutions du contexte, ces mêmes acteurs expérimentent une version du Cadre harmonisé d'analyse et d'identification des populations vulnérables (CH) améliorée par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Le nouvel outil, Cadre harmonisé bonifié (CHB) devra servir de référence pour tous les partenaires de la région.

2. JUSTIFICATION D'UN EXERCICE DE CADRE HARMONISE BONIFIE

Au cours de la réunion restreinte du dispositif de Prévention et de gestion des crises alimentaires au Sahel (PREGEC) du 10 au 12 juin 2009, le besoin exprimé par des acteurs régionaux d'avoir accès à une analyse multisectorielle de la sécurité alimentaire pendant la période de soudure 2009, afin de programmer suffisamment tôt d'éventuelles actions d'atténuation a été exprimé.

Sur recommandation de cette rencontre, le Comité Technique du CH s'est réuni le 12 juin 2009 à Dakar. Au cours de cette rencontre, le principe d'un test régional du CHB a été adopté. Ce test porte sur cinq pays : Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad. Il a alors été décidé d'appliquer le CHB en vue de faire une analyse concertée multi pays sur les cinq mois à venir.

La feuille de route de mise en œuvre de cette analyse est la suivante :

1. informer les cinq pays de cette initiative
2. organiser la rencontre de confrontation et d'analyse des données collectées à Dakar ;
3. publier le rapport final pays qui sera validé par les institutions responsables ;
4. rédiger le draft du rapport régional par le Centre Régional AGRHYMET / CILSS;

3. ORGANISATION DE L'ATELIER D'ANALYSE

Le Groupe de travail régional du CHB constitué d'AGRHYMET/CILSS, de la FAO et du PAM s'est réuni à Dakar du 16 au 24 juillet 2009 pour confronter les données disponibles par pays et amorcer le processus d'analyse. Cette analyse de la situation par pays n'a été faite que pour trois pays sur cinq : la Mauritanie, le Niger et le Sénégal, faute de temps. Elle a donné lieu à la rédaction de rapports par pays et du présent rapport consolidé.

Dans la mesure où cette analyse de la région doit couvrir la période de soudure 2009 en cours, il n'a pas été matériellement possible de mettre en œuvre le volet « collecte des

données d'accessibilité auprès des ménages ». L'analyse est donc faite avec les données disponibles en juillet 2009.

4. CONCLUSIONS GENERALES

Le Groupe de travail régional du CHB a classé les départements du Niger (troisième division administrative) en phase 1 (généralement en sécurité alimentaire), en phase 2 (insécurité alimentaire modérée) et en phase 3 (insécurité alimentaire aiguë) ; les wilayas de la Mauritanie (deuxième division administrative) et les départements du Sénégal (troisième division administrative) en phases 1 et 2.

Les phases de sécurité alimentaire de certaines zones n'ont pas été déterminées lorsqu'elles sont des :

- zones urbaines et périurbaines que les principaux systèmes d'information ne couvrent pas,
- zones d'insécurité civile,
- zones où les informations sur les principaux moyens d'existence font défaut.

Pour la Mauritanie, sept wilayas sont en phase 2 : Hodh Gharbi, Brakna, Gorgol, Hodh Echargui, Assaba, Gorgol et Guidimakha. Les principaux moyens d'existence sont essentiellement fondés sur l'élevage, l'agriculture (Guidimakha), le travail dans le secteur informel et le salariat agricole, les termes de l'échange y sont favorables à stable mais fortement détériorés à Guidimakha. Malgré une baisse du prix de la farine de blé, il y est constaté une hausse du prix du riz importé et des taux de malnutrition aiguë entre moins de 10% et 14.4%. Deux wilayas sont en phase 1 : Trarza et Adrar. Elles sont marquées par de bonnes productions agricoles, des termes de l'échange favorables, une baisse du prix de la farine de blé, une faible proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et de faibles taux de malnutrition. Tagant, Inchiri, Nouadhibou et Tiris Zemmour n'ont pas été classées.

Pour le Niger, quatre départements sont en phase 3 : Diffa, Aguié et Tessoua (région de Maradi) et Bouza. C'est essentiellement le fait de taux de malnutrition critiques (entre 10.9% et 17.4% pour la malnutrition aiguë et entre 38.8% et 55.1% pour la malnutrition chronique), une proportion élevée de ménages ayant une consommation faible et de ménages ayant adopté des mécanismes de détresse (vente d'animaux reproducteurs). Dix-sept départements sont en phase 2 où les mêmes taux de malnutrition critiques ont été constatés, mais il y a eu plus de diversité alimentaire, plus de productions agropastorales et moins de mécanismes d'adaptation et de détresse. Tous les autres départements qui ont de faibles proportions de ménages qui ont une alimentation pauvre et telle que la variation des prix par rapport à la moyenne des cinq dernières années est faible sont classés en phase 1. Enfin, Arlit, Bilma, Niamey et Tchirozérine n'ont pas été classés.

Pour le Sénégal, six départements ont été classés en phase 2 : Bambey, Fatik, Kolda, Bignona, Ziguinchor et Matam. Il y a été noté une hausse des prix des céréales, des productions agricoles inférieures à normales à la moyenne des cinq dernières années, des ménages qui commencent à mettre en œuvre des mécanismes de crise (entre 7.5% et 62% des ménages ont vendu des animaux reproducteurs). Les autres régions qui ne sont pas affectées par des taux élevés de malnutrition chronique, de hausse de prix limitées et qui sont caractérisées par de bonnes récoltes de la campagne 2008-2009 et une faible proportion de ménages ayant accès à une alimentation peu diversifiée sont classées en phase 1. Dakar, Saint Louis, Linguère et Ranérou n'ont pas été classés.

Toutes les données nécessaires pour la mise en œuvre du CHB n'ont pas été disponibles au moment de l'exercice, ce qui constitue une des limites de ce travail. Car pour espérer apprécier la vulnérabilité des populations, une analyse systémique et complète est fondamentale.

Avec ce test, il sera difficile d'asseoir une situation générale pour les trois pays (Mauritanie, Niger et Sénégal) eu égard au caractère même de l'analyse qui est fondée sur l'existant.

Mais partir des données déjà collectées dans le passé a permis de tester la faisabilité de cette initiative (organisation, timing, inventaire des données, critique des données) et de formuler des recommandations.

5. RECOMMANDATIONS

De prime abord, il semble opportun de souligner ce processus d'analyse de la vulnérabilité courante des populations en Afrique de l'Ouest doit être internalisée e conduite par les Etats, appuyée par les partenaires techniques et financiers de la région. Il sera alors nécessaire de s'appuyer dans chaque pays à la cellule SAP existante mais élargie aux représentations du système des Nations Unies (FAO, PAM, UNICEF, OMS), à FEWS NET, aux ONG (OXFAM, CARE, CRS, etc.) et au CILSS.

A la lumière de ses travaux, des opportunités et des difficultés qu'il a rencontrées, le Groupe de travail régional du CHB formule les recommandations suivantes :

- d'ordre général
 - inclure les informations pour calculer le score de diversité des enfants de 6 à 23 mois suivant la méthodologie préconisée par l'UNICEF dans les enquêtes sur la sécurité alimentaire des ménages en cas d'enquêtes nutritionnelles non régulières.
 - étudier la faisabilité d'une post-stratification des données d'enquête pour produire des résultats par zone d'économie alimentaire
 - mener une étude pour déterminer des seuils à tous les indicateurs. En effet, lorsqu'il s'agit de comparer des indicateurs à leur moyenne quinquennale, le Groupe de travail du CHB a seulement apprécié la variation de façon qualitative et consensuelle afin de les classer dans les différentes phases. L'étude à faire devra permettre de dire s'il serait possible de trouver des seuils à ces variations
 - collecter régulièrement les données concernant les mécanismes d'adaptation détaillées en trois indices : i) mécanisme d'assurance (stratégies réversibles : stratégies alimentaires mais préservation des avoirs productifs), ii) mécanisme de crise (stratégies irréversibles : menaces sur les moyens d'existence futurs, vente des avoirs productifs), iii) mécanisme de détresse (stratégies irréversibles : disparition des mécanismes d'adaptation et des avoirs productifs, stratégies illégales ou non reconnues)
 - collecter régulièrement les données sanitaires détaillées par district sanitaire, en particulier les données des centres de santé relatives i) au paludisme, ii) aux diarrhées, iii) aux infections respiratoires aiguës et iv) à la rougeole. Le suivi pourrait être fait par trimestre en comparant les données de l'année en cours comparées aux données de l'année précédente et à la moyenne quinquennale. Ces données sont nécessaires pour identifier les éventuelles causes sanitaires d'une augmentation de la malnutrition aiguë.
 - Explorer les moyens d'avoir accès aux données de transferts, en particulier les transferts internationaux (Western Union, mandat postal, banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

- Collecter les données d'épizooties importantes à l'intérieur des zones et sur les zones frontalières.
- Explorer l'approche pour obtenir des données pertinentes en milieu urbain.
- s'efforcer à avoir une couverture nationale pour les enquêtes aussi bien nutritionnelles que sur la sécurité alimentaire doivent ;
- améliorer et compléter l'analyse quantitative des moyens de subsistance par des analyses qualitatives ;
- pour la Mauritanie
 - désagréger les données de production au niveau des moughataas pour la production céréalière et pastorale
 - améliorer la collecte des prix (céréales et bétail) et l'étendre aux les wilayas Nord pour lesquelles elles sont inexistantes
- pour le Niger
 - déterminer l'importance de la filière lait dans les revenus des ménages, la diversité alimentaire et le statut nutritionnel des enfants de moins de cinq ans.
- pour le Sénégal
 - mettre en place le suivi des prix du bétail pour pouvoir calculer les termes de l'échange céréales/bétail
 - collecter auprès des organismes concernés les quantités et prix au producteur des produits de pêche, du coton, de la noix de cajou et du sel

ANNEXE 1 : METHODOLOGIE DU CHB

La méthodologie du CHB repose sur les six éléments suivants :

- la collecte et l'analyse des données couvrant le spectre de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité et utilisation) par troisième niveau administratif des pays (exemple : département au Sénégal et au Niger) en comparant leur profil alimentaire courant et structurel. Ces profils sont établis en approchant les contributions relatives et absolues d'un ensemble de composantes (agriculture, élevage, revenus issus de la migration, activités génératrices de revenu, pêche, etc.) préalablement exprimées en revenus monétaires. Le profil alimentaire est fondé sur les cinq dernières années et offre une base d'analyse plus réaliste permettant d'appréhender les éventuels chocs conjoncturels.
- la collecte et l'analyse des données d'accessibilité obtenues auprès des ménages en comparant les ressources courantes des ménages par rapport à une situation de référence. Ces ressources sont essentiellement issues des activités agricoles, d'élevage, de pêche, d'activités génératrice de revenus (commerces, artisanat, transformation alimentaire, etc.), des transferts d'argent et autres (décapitalisation, exploitations des ressources naturelles, etc.).
- la triangulation de ces informations avec les données suivantes :
 - disponibilité alimentaire (résultats des enquêtes agricoles)
 - accessibilité alimentaire (variation des prix aux producteurs, de prix de détail, des termes de l'échange, du pouvoir d'achat des ménages, etc.)
 - diversité alimentaire
 - mortalité brute et mortalité infantile
 - morbidité, en particulier les maladies liées à la malnutrition (paludisme, diarrhées, infection respiratoire aiguës, rougeole, VIH-SIDA, etc.)
 - malnutrition aiguë
 - malnutrition chronique
 - des mécanismes d'adaptation et de détresse des ménages
 - avoirs relatifs aux moyens d'existence (capital naturel, physique, financier, social et humain)
 - accès à l'eau
 - déplacements
 - sécurité civile
- des seuils déterminés
 - par les standards internationaux pour les indicateurs d'impacts (taux brut de mortalité, taux de mortalité infanto-juvénile, malnutrition aiguë, malnutrition chronique, apport calorique)
 - par consensus à partir des plans de contingence nationaux pour les indicateurs de processus (prix, maladie, etc.).
- cinq niveaux d'insécurité alimentaire fondés sur la classification de l'IPC mais qui ont été adaptés dans le cadre de l'IPC : 1) Sécurité alimentaire en général, 2) Insécurité alimentaire modérée, 3) Insécurité alimentaire aiguë, 4) Urgence alimentaire et 5) Famine - Catastrophe humanitaire
- un protocole cartographique précisant par région, et si possible par zone de moyens d'existence homogène, le niveau d'insécurité alimentaire (1 : vert ; 2 : jaune ; 3 : orange ; 4 : rouge ; 5 : violet) et les risques de dégradation de la phase.

ANNEXE 2 : TABLEAU DES INDICATEURS DU CHB

Thèmes	Variables	Indicateurs			Seuils				
		Indicateurs d'impact	Indicateurs de processus	Unités	Sécurité alimentaire en général	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire aiguë	Urgence alimentaire	Famine - Catastrophe humanitaire
Production	Productions agricoles		Nombre de mois de couverture	mois	< 9 mois	6-9 mois	3-6 mois	< 3 mois	
			Productions ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale ; Part de la production de la zone dans la production totale	kg ; %					
			Stocks paysans	kg					
	Elevage		Productions ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale ; Part de la production du département dans la production totale	litre ; kg ; %					
	Pêche		Productions ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale ; Part de la production du département dans la production totale	kg ; %					
Autres		Productions ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale ; Part de la production du département dans la production totale	kg ; %						
Accèsibilité	Prix au consommateur		Variation des prix par rapport à la moyenne quinquennale	%					
Revenus	Production agricole		Revenu par produits agricole ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %					
	Elevage		Revenu des animaux (produits et sous produits de l'élevage) ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %					
	Pêche		Revenu des poissons ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %					
	Exploitation des ressources naturelles			Revenu vente de bois ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %				
				Revenu vente de cueillette ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %				
				Revenu vente de charbon ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %				
	Autres revenus			Revenus tirés sur produits transformés ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %				
				Orpillage ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %				
				Commerce (y compris petit commerce) ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %				
				Artisanat ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %				
				Salariat ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %				
				Contrat journalier ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %				
				Transfert d'argent (mandat) ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %				
		Don ; Variation par rapport à la moyenne quinquennale	FCFA ; %						
Consommation	Diversité alimentaire	Score de consommation alimentaire		index FDS	Diversifié	Diversité insuffisante	Diversité très insuffisante	Consommation régulière de moins de 4 groupes d'aliments	
Déplacement	Migrations		Nombre de personnes déplacées	nombre d'actifs	exode saisonnier habituel des actifs: <20%	Départ des actifs : 20-30%	-	-	
				nombre de ménages	Départ des ménages: <20%	Départ des ménages 20-33%	Départ des ménages >33%	-	
Malnutrition	Nutrition		Taux de malnutrition aiguë	P/T en Z-score	<3%	3%-10%	10%-15%	15%-30%	>30%
				périmètre brachial en Z-score	-	-	-	-	-
			Retard de croissance	T/A en Z-score	<20%	20-40%	-	-	-
Dangers	Phénomènes exceptionnels		Inondations	probabilité	Faible à modérée	récurrents à fort impact	-	-	-
			Sécheresse	probabilité	Faible à modérée	récurrents à fort impact	-	-	-
			Irrégularité des pluies	probabilité	Faible à modérée	récurrents à fort impact	-	-	-
			Incendie	probabilité	Faible à modérée	récurrents à fort impact	-	-	-
			Invasion acridienne	probabilité	Faible à modérée	récurrents à fort impact	-	-	-
			Epidémies (animales, végétales)	probabilité	Faible à modérée	récurrents à fort impact	-	-	-
			Autres (tremblement de terre, volcanisme, ras-de-marée)	probabilité	Faible à modérée	récurrents à fort impact	-	-	-
Sécurité	Sécurité Civile	Conflit armé, guerre, etc		ampleur	Paix	Instable, tensions perturbatrices	Conflit à portée limitée de faible intensité	Conflit généralisé et de forte intensité	
Avoirs relatifs aux moyens d'existence	Commodité d'habitat		Type d'habitat,	utilisation/épauement	-	-	-	-	
			Toit	utilisation/épauement	-	-	-	-	
	Elevage		Evolution de l'effectif	% têtes	Capital préservé	Ventes modérées 0%-20%	Ventes importantes 20%-80%	80%-100% du capital vendu	
			Disponibilité et accessibilité du pâturage	ha	100%-90% accessible	90%-80% accessible	80%-20% +/- accessible	pâturages disponibles <20% ou non accessibles	
Productions agricoles		Avoir productif agricoles	utilisation/épauement	Capital préservé	Ventes modérées 0%-20%	Ventes importantes 20%-80%	80%-100% du capital vendu		
Eau et assainissement	Accès à l'eau		Quantité/ personne/jour	l/pers/j	stable; >15 l/p/j	instable; >15 l/p/j	7,5-15 l/p/j	4-7,5 l/p/j	<4l/p/j
			Nombre de points d'eau aménagés	nombre	-	-	-	-	-
			Nombre de latrines	-	-	-	-	-	-
Mécanismes d'adaptation		Indice de stratégie d'adaptation	indice	-	Stratégies d'assurance	Stratégies de crise	Stratégies de détresse	-	
Santé		mortalité et mortalité juvénile	n/10 000/jour	TMB<0,5 USMR<=1	TMB<0,5 USMR<=1	TMB: 0,5-1 USMR: 1-2	TMB: 1-2 USMR>2	TMB>2 USMR<=1	
		morbidity	épidémie, pandémie	endémie	endémie	épidémie	pandémie		

ANNEXE 3 : RAPPORT DE LA MAURITANIE

A3.1. Contexte¹

A3.1.1. Contexte socio-économique

La Mauritanie est un pays situé à la jonction entre la zone saharienne et la zone soudano-sahélienne, entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, entre le monde arabo-berbère et le monde négro-africain. Le pays est limité au nord-ouest par le Sahara Occidental, au nord-est par l'Algérie, à l'est et au sud-est par le Mali, au sud-ouest par le Sénégal et l'Océan Atlantique qui forme une vaste frange côtière

C'est un pays aride qui s'étend sur une superficie de 1.030.700 km² ; ce vaste territoire se distingue par quatre grandes zones agro-écologiques : le Sahara désertique (plus de 60% de la superficie totale du pays), le Sahel semi-aride et pastoral, la vallée du fleuve Sénégal et le littoral maritime (bande de 800 km en bordure de l'océan Atlantique). Ces différentes zones sont marquées par diverses crises comme la sécheresse, la désertification, les vents de sable, la dégradation des ressources naturelles, les pénuries d'eau douce, les inondations, etc. Le pays est divisé en 13 régions administratives (wilayas) et 53 départements (moughataa).

La Mauritanie compte une population estimée à 2.548.157 habitants en 2001, qui s'accroît à un rythme annuel de 2,9%. Le pays connaît une urbanisation très rapide et sa population est très jeune (44% des Mauritaniens ont moins de 15 ans). Les mouvements migratoires sont importants et concerne un Mauritanien sur deux.

La Mauritanie reste, dans le Sahel, le pays le plus affecté par la sécheresse et la désertification. Les cycles répétés de sécheresses et la dégradation des ressources naturelles qu'elles entraînent, affectent structurellement et profondément les capacités productives des populations. La densité en ressources végétales et forestières est faible et les ressources en eau, tant de surface que souterraine, sont limitées ou d'accès difficile.

Selon le rapport du PNUD sur le développement humain 2006², près de 25.9 % de la population vit avec moins d'un dollar EU par jour, tandis qu'environ 63.1% vivent avec moins de deux dollars EU par jour. Cette pauvreté est essentiellement rurale, mais la pauvreté urbaine devient de plus en plus inquiétante.

A3.1.2. Contexte politique

La crise sociopolitique de 1987 suivie, par les événements de 1989, avait occasionné des pertes en vies humaines et provoqué des déplacements massifs de populations de part et d'autre de la frontière avec le Sénégal (au Sénégal seulement, on avait estimé à 70.000 le nombre de « réfugiés » de la Mauritanie). Actuellement, le rapatriement de près de 22.000 réfugiés Mauritaniens du Sénégal est une priorité pour le gouvernement. Ils seront installés dans des sites des régions du Guidimakha, du Gorgol, du Trarza et du Brakna dans la vallée du fleuve Sénégal.

En juin 2003 et plus récemment en août 2005, le pays a été secoué par des troubles politiques (coups d'état). Mais les auteurs du coup d'état de 2005 ont engagé le pays dans un processus d'élections générales dont les premières consultations ont été organisées en novembre 2006 dans de bonnes conditions de transparence et de liberté. Ce processus

¹ Cette partie est tirée du rapport de l'Enquête sur la Sécurité alimentaire des Ménages en Mauritanie de décembre 2008

² Les données concernant la population, la pauvreté et les revenus en Mauritanie, indiquées dans le Rapport mondial sur le développement humain 2006 datent de l'année 2004.

démocratique a abouti à l'élection d'un Président de la République en mars 2007. Le 6 Août 2008, un nouveau coup d'état renverse le nouveau Président élu engageant le pays dans un niveau cycle d'instabilité politique qui a connu récemment un dénouement positif avec l'élection d'un nouveau Président le 18 juillet 2009.

A3.1.3. Economie mauritanienne

L'économie mauritanienne est axée sur trois secteurs principaux : le secteur rural (agriculture et élevage), le secteur de la pêche et celui des mines. Le secteur rural reste traditionnel et très peu intégré dans les sphères économiques modernes. La pêche et les mines sont expansives et assurent pour l'essentiel les recettes d'exportations et contribuent grandement aux recettes budgétaires du pays.

L'économie mauritanienne est ainsi marquée par une dépendance énergétique et par une forte sensibilité aux variations des secteurs primaires d'exportation de fer et du poisson en particulier. Il en résulte une forte et constante pression sur le taux de change et le maintien de tendances inflationnistes.

Depuis mars 2006, la Mauritanie est entrée dans le club des pays exportateurs de pétrole, les recettes attendues tourneraient autour de 300 millions de dollars par an selon les estimations. Le pays se dote d'une source de revenu supplémentaire susceptible de lui apporter un appoint dans le financement de son développement, à condition toutefois qu'il engage les réformes nécessaires dans les domaines de la bonne gouvernance et la transparence de la gestion des revenus du pétrole. Mais le niveau d'exploitation actuelle est largement inférieur aux prévisions établies en 2005.

En 2004, 41% des ménages mauritaniens vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Un Mauritanien sur deux (50% de la population mauritanienne) vit en dessous du seuil minimum de pauvreté (seuil de pauvreté égal à 94.600 UM). Cependant la pauvreté a régressé entre 1990 et 2004, passant de 57% à 47%.

A3.1.4. Systèmes de vie et migrations

La Mauritanie est un pays essentiellement rural, sa population a vécu depuis des siècles principalement de ses activités agro-sylvo-pastorales. Le phénomène urbain, bien que relativement ancien (époque médiévale) est resté pendant longtemps circonscrit aux cités caravanières du commerce transsaharien et à quelques noyaux urbains nés durant la période coloniale.

En 1960, les villes n'abritaient que 3,5% d'une population qui demeurait essentiellement rurale avec plus de 60% de nomades. A partir de 1988, l'augmentation de la population urbaine n'est plus seulement alimentée par la sédentarisation des ruraux nomades mais également par l'émigration de la population rurale sédentaire qui prend à son tour le chemin de l'exode vers les centres urbains ; une dynamique qui aboutit en 2000 à une population nationale urbanisée à 58% et à la réduction des nomades à un pourcentage de 5%.

A3.1.5. Agriculture et élevage

Le potentiel agricole de la Mauritanie est limité, mais surtout très fragile. La superficie agricole utile (SAU) est inférieure à 0,5% du territoire national. Selon les statistiques du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le potentiel exploitable en terres agricoles est de l'ordre de 502.000 ha. Cependant, près de la moitié de ce potentiel (220.000 ha) est constituée par des terres exploitables en pluvial (Diéri et Bas-fonds) et donc fortement dépendantes de la pluviométrie. Les terres de décrue (Bas-fonds et Walo) constituent près

de 28% de ce potentiel. Le Bas-fonds et le Walo sont autant que le Diéri dépendants de la pluviométrie, de l'écoulement hydrique et de la qualité des infrastructures hydrauliques.

La production alimentaire nationale se compose de céréales locales (production variant entre 50.000 et 166.000 tonnes selon les années), de riz (production de 30.000 tonnes en moyenne par an), de dattes (production de 15.000 tonnes par an en moyenne), de viande rouge (production de 38.000 tonnes), d'aviculture (2.000 tonnes), de lait (422.000 tonnes), de poissons et légumes. Mais la demande de produits alimentaires reste largement insatisfaite par les productions nationales.

Le pays doit importer près de 70% de ces besoins en produits alimentaires. Sur la base d'une consommation céréalière de 176 Kg/hab/an, les besoins de la Mauritanie s'établissent à près de 400.000 tonnes par an pour une production moyenne de 149.000 tonnes annuellement, soit un taux moyen de couverture des besoins céréaliers de 37,3%. S'y ajoutent d'autres besoins en produits alimentaires divers, notamment le sucre (consommation de 30 Kg/hab/an) et les huiles végétales (consommation de 7 Kg/hab/an).

Le potentiel sylvo-pastoral est très important (1.380.000 hectares, soit 13% du territoire national). Cependant, ce potentiel est largement handicapé par les surcharges pastorales du fait que certaines zones sylvo-pastorales sont inexploitable à cause de la déficience de l'hydraulique pastorale. La dégradation des conditions climatiques depuis la grande sécheresse des années 1968 à 1973 a été le facteur aggravant du processus de désertification.

La production nationale de viande est estimée à 74.600 tonnes par an, pour une consommation de 50.800 tonnes annuelles dont 9.900 tonnes autoconsommées. Ainsi le pays n'est autosuffisant qu'en consommation de viandes rouges. La croissance annuelle de la production laitière est restée très modérée entre 1987 et 1996 (1,2% par an) et les importations de lait ont diminué de 2% par an. Or le lait constitue l'un des aliments de base des populations aussi bien chez les pasteurs que chez les agriculteurs.

L'élevage constitue un pilier très important de la sécurité alimentaire en Mauritanie. Des analyses ont montré que cette activité est la mieux placée pour servir non seulement de monnaie d'échange, mais aussi et surtout d'épargne de précaution, en même temps qu'un apport nutritionnel important par le lait et le beurre qu'il procure.

Si la production contrôlée de la pêche est de l'ordre de 600.000 tonnes par an pour un potentiel renouvelable de production estimé à 1.511.000 tonnes, il reste que la production réelle est largement supérieure, comme en témoigne la diminution progressive des rendements de la pêche de fond. La dune bordière qui assure l'équilibre écologique du littoral et protège les zones dépressionnaires de l'envahissement par les eaux marines, est soumise à des prélèvements de sable. Il en résulte non seulement une menace de déstabilisation de l'équilibre écologique du littoral, mais aussi des risques d'inondations marines de Nouakchott.

A3.1.6. Données disponibles utilisées et données manquantes

D'une manière générale, il existe très peu d'informations détaillées et fiables sur les indicateurs d'analyse retenus dans le cadre de cet exercice. Quand elles existent, les informations sont incomplètes et portent sur une période relativement courte et couvrent rarement le niveau administratif 3. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'analyse faite pour le cas de la Mauritanie porte uniquement sur les Wilayas. Le tableau ci-dessous récapitule les données et indicateurs utilisés ainsi que leurs sources.

Indicateurs/données	Sources	Périodes	Couverture géographique	Niveau de fiabilité	Limite
Production agricole	Ministère de l'agriculture	1999-2008	Wilaya	2	Non disponible au niveau départemental
Prix du bétail	FEWS NET/PAM	déc08-juin09	Les données existent par marché. Les auteurs ont agrégé les données par Wilaya	3	Séries de données trop courtes et manquantes pour les régions de Inchiri et Tangant
Prix de céréales	FEWS NET/PAM	déc08-Juin09	Les données existent par marché. Les auteurs ont agrégé les données par Wilaya	3	Séries de données trop courtes et manquantes pour les régions de Inchiri et Tangant. Rupture de série à partir de Mars 2009 pour la région de Brakna
Consommation alimentaire des ménages	Enquête CPSSA/PAM sur la sécurité alimentaire des ménages en Mauritanie	déc08 et mai09	Wilaya et Moughataa	2	Porte uniquement sur la fréquence et la diversité et non sur les quantités
Moyen de subsistance des ménages	Enquête CPSSA/PAM sur la sécurité alimentaire des ménages en Mauritanie	mai09	Wilaya et Moughataa	3	Difficile à interpréter en cas de plusieurs moyens de subsistance possibles. Non stratification à priori des moyens de subsistance
Malnutrition aiguë	Enquête rapide nationale sur la nutrition et survie de l'enfant en Mauritanie	déc08	Zones	2	Une zone peut recouper plusieurs régions
Malnutrition chronique	Enquête rapide nationale sur la nutrition et survie de l'enfant en Mauritanie	déc08	Zones	2	Une zone peut recouper plusieurs régions
Mortalité infanto-juvénile	Enquête rapide nationale sur la nutrition et survie de l'enfant en Mauritanie	déc08	Zones	2	Une zone peut recouper plusieurs régions
Accès à l'eau potable	MICS	2007	Wilaya	2	Pas de données sur les quantités consommées.

Il a manqué des informations et des données pour apprécier la sécurité civile et les déplacements des populations ; les données sur l'élevage aussi sont pratiquement inexistantes.

A3.2. Résultats

A3.2.1. Productions agricoles

Les besoins alimentaires du pays sont essentiellement couverts par des importations et la production nationale y contribue généralement pour environ 30%. Seule la partie sud du pays offre des possibilités de culture pluviale. Néanmoins, l'analyse de l'évolution de la production reste pertinente pour certaines régions et types de spéculation pour apprécier la sécurité alimentaire des ménages dont les moyens de subsistance sont principalement basés sur la production céréalière.

Mil : l'essentiel de la production du mil provient de la région de Hodh Echarghi qui concentre en moyenne 65% de la production nationale sur la période 2003-2007. Elle est suivie de la région de Gorgol (20%) et de celle de Brakna (8%). La production en 2008 a considérablement chuté dans ces zones de production avec des baisses de 84% pour la région de Brakna, de 48% pour celle de Gorgol et de 26% pour Hodh Echarghi par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Sorgho : la culture de sorgho est beaucoup plus répandue que celle du mil. Avec en moyenne 29% de la production nationale sur les cinq dernières années, la région de Hodh Echarghi est la première région productrice suivie de Guidimakha (23%), de Gorgol (15%), de Assaba (14%), de Brakna (10%) et de Hodh Gharbi (6%). Comparée à la moyenne des cinq dernières années, la production de sorgho a été nettement meilleure en 2008 dans toutes les grandes zones productrices.

Riz : la culture du riz est pratiquée le long du fleuve Sénégal. En moyenne sur les cinq dernières années, la région de Trarza a produit 68% de la production nationale, celle de Gorgol (19%), celle de Brakna (12%) et celle de Guidimakha (1%). La production en 2008 a été très bonne dans les régions de Guidimakha (+136%), de Trarza (+36%) et de Brakna (+21%) mais en baisse de 27% dans la région de Gorgol par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

A3.2.2. Prix et accessibilité alimentaire

Les prix : les données disponibles en Mauritanie sur les prix portent sur une période très courte : décembre 2008 à Juin 2009. De ce fait l'analyse est très limitée. Une comparaison des prix du mois de juin a été faite avec la moyenne des six derniers mois (décembre 2008 à Mai 2008) pour apprécier l'évolution. Ce qui présente des limites en termes de saisonnalité et d'analyse tendancielle. Les variations peuvent néanmoins fournir des indications pour les besoins de l'exercice. Les produits considérés dans le cadre de ce travail sont la farine de blé et le riz importé en raison de leur importance dans les habitudes alimentaires en Mauritanie. L'analyse comparée montre que par rapport à la moyenne des 6 derniers mois, le prix de la farine de blé a baissé dans toutes les régions du pays. Les plus fortes baisses ont été enregistrées dans les régions d'Assaba (-17%) et d'Adrar (-15%). En revanche, en dehors de la région de Trarza, plus grand bassin de production rizicole du pays qui a enregistré une baisse de 5%, les prix du riz importé ont suivi une tendance inverse avec des hausses variant de (+3% dans la région de Guidimakha) à (+10% dans la région de Hodh Echarghi). La non disponibilité des prix pour certaines régions, en particulier pour celles du nord (Inchiri et Tiris Zemmour), de Nouadhibou et de Tangant limitent la portée de cette analyse dans ces dernières.

Les termes de l'échange : l'évolution des termes de l'échange céréales/bétail revêt une importance cruciale dans le contexte mauritanien. Elle détermine parfois exclusivement à elle seule l'accès des ménages éleveurs et agro-pasteurs à la nourriture. La portée de cette analyse est encore une fois limitée par le manque de données suffisantes à la fois sur

les prix des céréales et des animaux pour apprécier les tendances. Cependant l'analyse effectuée sur les six derniers mois montrent une évolution plutôt favorable dans la plupart des régions en dehors de celle de Guidimakha où les termes de l'échange chèvre/farine de blé et chèvre /riz importé se sont détériorés respectivement de -19% et -15%. Généralement la forte baisse enregistrée pour les prix de la farine de blé a compensé la détérioration constatée pour les termes de l'échange chèvre/riz importé dans certaines régions en contribuant à améliorer positivement les termes de l'échange chèvre/farine de blé. En raison de non disponibilité des informations dans les régions nord, il n'a pas été possible de faire cette analyse dans ces dernières malgré le fait qu'elles soient essentiellement à dominance pastorale. De plus il n'a pas été aussi possible d'appréhender le pouvoir d'achat des ménages dépendant de la pêche à travers l'analyse des termes de l'échange poisson/céréales.

A3.2.3. Consommation alimentaire des ménages

L'analyse de la consommation alimentaire a été faite à travers la fréquence et de la diversité alimentaire disponible dans les rapports des enquêtes sur la sécurité alimentaire des ménages en Mauritanie de décembre 2008 et de Mai 2009. Ces résultats ont permis de voir avec certaines limites l'évolution de la proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre entre les deux périodes. Les résultats de Mai 2009 montrent que seule la région de Hodh Echargui affichait une proportion de ménages avec une pauvre consommation alimentaire au-dessus de 20% (26%). Celles de Assaba et de Gorgol avaient une proportion de ménages avec une pauvre consommation alimentaire de 10%. L'analyse tendancielle entre les deux périodes révèle une forte dégradation de la situation alimentaire des ménages de Hodh Echargui (11% en décembre 2008 contre 26% en mai 2009 avec une pauvre consommation alimentaire). La dégradation a été d'une ampleur plus modérée dans la région de Gorgol (7% des ménages avaient une pauvre consommation alimentaire en décembre 2008 contre 10% en mai 2009).

A3.2.4. Malnutrition aiguë et chronique

Même si globalement sur le plan national la situation nutritionnelle n'est pas très alarmante, elle se présente de manière contrastée selon les régions. Les résultats de l'enquête rapide nationale sur la nutrition et la survie de l'enfant conduite conjointement dans le pays en décembre 2008 par l'UNICEF et le Ministère de la santé montrent que 7,7% des enfants de 6 à 59 ans souffrent de malnutrition aiguë dont 0,5% de sévère. Le sud du pays avec 14,4% de taux de malnutrition aiguë est la partie la plus touchée suivi du centre avec 11,9%. Le taux de malnutrition chronique global est de 15,7% et se manifeste également plus dans la partie sud et du centre du pays.

A3.2.5. Moyens de subsistance des ménages et avoirs

Les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages en Mauritanie ont permis de faire une typologie des moyens d'existence. En dépit du fait que cette analyse soit relativement limitée puisque basée uniquement sur les données d'enquête, elle a fourni des indications pertinentes dans l'interprétation des indicateurs. La possession du bétail par les ménages exprimée en unité de bétail a été également calculée à travers les deux enquêtes mais leur interprétation a été relativement limitée d'abord par le fait que les déclarations au niveau des ménages peuvent être entachées de grandes incertitudes. De plus il n'a pas été possible de calculer ces indicateurs pour les régions du nord où leur pertinence peut s'avérer plus importante.

A3.2.6. Stratégies d'adaptation des ménages

En dehors de la région de Hodh Echargui où on a noté à la fois une forte proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et une forte proportion de ménages ayant passé un ou plusieurs jours sans manger, on a noté un faible niveau de corrélation dans les autres régions. De ce fait ces indicateurs n'ont pas été directement utilisés dans la classification opérée au niveau des régions. De plus la formulation des questions peut prêter à confusion au niveau des réponses. La portée de ces indicateurs dans l'analyse se trouve de ce fait limitée.

A3.2.7. Déplacements

Il n'existe pas de données concernant les déplacés

A3.3.8. Dangers

Risque climatique : les risques d'inondation et de sécheresse restent élevés dans le pays en raison de sa situation géographique. Les risques d'inondation sont surtout élevés dans les régions sud du pays le long du fleuve Sénégal.

Risque acridien : il n'y a pas de risque phytosanitaire avéré pour l'année en cours.

Risque économique : la conjoncture économique nationale et mondiale restent défavorables malgré la diversification des sources d'exportation grâce notamment à l'exploitation pétrolière. La baisse prévue des transferts de revenu issu de la migration constitue également un facteur de risque économique important pour les ménages dépendants des transferts.

A3.3.9. Sécurité Civile

Il n'y a pas de données récentes concernant la sécurité civile.

A3.3.10. Accès à l'eau

A défaut de données sur les quantités consommées, l'analyse s'est limitée à la proportion de ménages n'ayant pas accès à une source d'eau potable.

A3.3.11. Mortalité

Les données utilisées proviennent de l'enquête rapide nationale sur la nutrition et la survie de l'enfant de décembre 2008.

A3.3.12. Morbidité

Pas de donnée disponible pour l'exercice.

A3. 4. Phases de sécurité alimentaire

Le Groupe de Travail Régional CHB a classé les Wilaya en phase 1 (généralement en sécurité alimentaire), en phase 2 (insécurité alimentaire modérée) et en phase 3 (insécurité alimentaire avec crise des moyens d'existence).

A3.4.1. Zones dont la phase est indéterminée faute de données suffisantes

La phase de sécurité alimentaire n'a pu être déterminée pour les régions suivantes faute de données suffisantes : Tagant, Inchiri, Nouadhibou et Tiris Zemmour (4 régions sur 13).

A3.4.2. Zones en « insécurité alimentaire modérée »

Régions	Principales caractéristiques de la situation alimentaire et nutritionnelle
Hodh Echargui	Moyen de subsistance basé essentiellement sur la vente d'animaux et de pdts animaux mais également du salariat agricole, termes de l'échange stable à favorable, légère baisse du prix de la farine de blé, hausse modérée du prix du riz importé, forte baisse de la production de mil (-29% et contribue à 65% de la production nationale) mais hausse de 16% de la production de sorgho, détérioration de la consommation alimentaire des ménages entre déc 08 et mai 09, problème d'eau potable, taux de malnutrition aiguë de 12.5%.
Assaba	Moyens de subsistance dominants: travail dans le secteur informel et des services, ouvrier et travail journalier, vente d'animaux et de produits animaux, légère dégradation des termes de l'échange chèvre\riz mais bonne appréciation des termes de l'échange chèvre/farine de blé en raison notamment d'une baisse des prix de -17% de la farine de blé et d'une hausse des prix de 7% du riz importé, production moyenne de sorgho (+3%) et occupe 14% de la production nationale, légère amélioration de la consommation alimentaire des ménages par rapport à dec 08, taux de malnutrition aigue des enfants de moins de 5 ans de 19.2%.
Gorgol	Moyen de subsistance essentiellement basé sur l'élevage, termes de l'échange chèvre/riz stable et favorable pour chèvre/farine de blé, baisse des prix de la farine de blé de -9% et légère hausse des prix du riz importé de +5%. Chute de la production de mil (-84% pour une contribution de 20% à la production nationale), augmentation de la production de sorgho de +60% (contribue à 15% de la production nationale), baisse de la production de riz de -27% (contribue pour 19% de la production nationale), dégradation de la consommation alimentaire des ménages entre déc 08 et mai 09, taux de malnutrition aiguë de 16.8%.
Guidimakha	Moyen de subsistance essentiellement basé sur l'élevage et l'agriculture, forte détérioration des termes de l'échange, bonne production de sorgho et de riz, taux de malnutrition aiguë de 16.8%.
Hodh Gharbi	Dépendent essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et du salariat agricole, termes de l'échange favorable, baisse des prix de la farine de blé de -2% et hausse modérée des prix du riz importé (+7%), très bonne production de mil et de sorgho, légère dégradation de la consommation alimentaire entre déc 08 et mai 09, avec de faible proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre, taux de malnutrition aiguë de 12.5
Brakna	Baisse de la production de mil mais très bonne production de sorgho (+59%) et contribue à 10% de la production nationale, bonne production de riz (+21%) et contribue à 12% de la production nationale, proportion faible de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et stable entre déc 08 et Mai 09, taux de malnutrition supérieur à 19.2%.
Gorgol	Bonne production de sorgho (+25%) pour 1% de la production nationale et de riz (+36%) pour 68% de la production nationale, faible taux de malnutrition aiguë et chronique, termes de l'échange favorable, baisse des prix de la farine de blé et du riz, taux de malnutrition aiguë de 16.8%.

A3.4.3. Zones en « sécurité alimentaire en général »

Régions	Principales caractéristiques de la situation alimentaire et nutritionnelle
Trarza	Bonne production de sorgho (+25%) pour 1% de la production nationale et de riz (+36%) pour 68% de la production nationale, faible taux de malnutrition aiguë et chronique, termes de l'échange favorable, baisse des prix de la farine de blé et du riz, taux de malnutrition aiguë en dessous de 10%.
Adrar	Moyen de subsistance essentiellement basé sur le salariat agricole, l'élevage et l'agriculture, termes de l'échange chèvre/ céréale favorable pour le blé qui a baissé de -15% mais défavorable pour le riz importé qui a augmenté de +7%, consommation alimentaire et taux de malnutrition aiguë acceptables, taux de malnutrition aiguë en dessous de 10%.

ANNEXE 4 : RAPPORT DU NIGER

A4.1. Contexte

Le Niger est un pays enclavé qui fait partie du groupe des pays les moins avancés et des pays pauvres très endettés (selon la Banque mondiale). Le revenu national brut annuel est de 280 \$ par habitant, ce qui est inférieur du seuil de 935 \$ annuels fixé par la banque mondiale et l'incidence globale de la pauvreté est de 60,7% en 2006 (SDRP, 2007).

L'économie dépend essentiellement de l'uranium et des produits agricoles et l'élevage. Les terres cultivées sont quasi exclusivement occupées par les cultures pluviales principalement le mil, le sorgho et le niébé, et par le manioc dont la majeure partie de la production est autoconsommée.

Des activités génératrices de revenu telles que l'artisanat et le petit commerce occupent également les populations rurales, mais elles sont souvent associées aux activités agro-pastorales. La sécurité alimentaire dans ce pays est liée aux conditions climatiques qui déterminent la production agricole nigérienne et limitent sa productivité.

A4.2 Données disponibles utilisées et données manquantes

Faute d'information suffisamment détaillée, l'analyse CHB a uniquement concerné le milieu rural.

Les informations disponibles et pertinentes étaient les suivantes :

1. productions agricoles vivrières : mil, sorgho, maïs, riz, niébé (Sources : Direction des Statistiques Agricoles) ;
2. productions agricoles de rentes : arachide, sésame (Sources : Direction des Statistiques Agricoles) ;
3. l'effectif du cheptel (Sources : Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel - 2005)
4. prix de détail des cultures vivrières : mil, sorgho, maïs, riz, (sources : SIMA) ;
5. prix du cheptel (SIM bétail)
6. malnutrition aiguë (Sources, Enquête nutrition et survie des enfants de 6 à 59 mois, mai-juin 2009) ;
7. malnutrition chronique (Sources, Enquête nutrition et survie des enfants de 6 à 59 mois, mai-juin 2009) ;
8. diversité alimentaire (Sources : Enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger ; Résumé des résultats préliminaires - novembre 2008) ;
9. mécanismes d'adaptation (Sources : Enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger ; Résumé des résultats préliminaires - novembre 2008) ;
10. principaux sources de revenus des ménages (Sources : Enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger ; Résumé des résultats préliminaires - novembre 2008) ;
11. principales occupations des ménages (Sources : Enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger ; Résumé des résultats préliminaires - novembre 2008) ;
12. sécurité civile (sources : Système des nations unies)

13. transferts monétaire (Sources : Enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger ; Résumé des résultats préliminaires - novembre 2008) ;

Les données manquantes concernaient :

1. mortalité et morbidité
2. prix aux producteurs des cultures de rente : arachide, sésame
3. accès à l'eau
4. déplacements

A4.3. Résultats

A4.3.1. Productions agricoles

Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest ont connu de très bonnes productions agricoles pour la campagne 2008-2009. Et le Niger n'a pas été en reste ; sa production toutes céréales confondues a augmenté de 47% par rapport à la campagne 2007-2008 et de 42% par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2003-2007).

Les données sont celles publiées par la Direction des Statistiques agricoles. Les indicateurs suivis sont les variations de production en 2008-2009 par rapport à la moyenne quinquennale, la part de la production du département dans le total national et l'importance de chaque culture dans le département.

Trois départements seulement ont connu des baisses de productions céréalières (Arlit, Tchirozérine et N'Guigmi) ; mais ces trois départements représentent moins de 1% de la production céréalière nationale. Pour l'arachide et le niébé, les départements qui ont connu des baisses de production, représentent pour chacun moins de 5% du total national.

A4.3.2. Accessibilité alimentaire, prix et revenus

L'indicateur considéré est la moyenne des écarts des prix des principales céréales consommées (mil, sorgho, riz importé, niébé, maïs) entre l'année alimentaire courante (de novembre 2008 à juin 2009) et les moyennes mensuelles (novembre à juin des cinq dernières années). Les données proviennent du SIMA.

Le prix du mil a augmenté de 20% en moyenne, les augmentations vont de 8% (Diffa) à 27% (Tillabery). Le prix du riz importé a varié de 33% (Diffa) à 42% (Tillabery) avec une augmentation moyenne nationale de 38%. La variation du prix du sorgho au niveau national est de 21% et a été la plus forte à Dosso (36%) et la moins forte à Diffa (11%).

A4.3.3. Diversité alimentaire

Les données proviennent de l'enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger de novembre 2008 et l'indicateur choisi est le score de diversité alimentaire. Malgré les bonnes récoltes enregistrées globalement, quatre départements (Diffa, Gaya, Aguié, Bouza) ont un pourcentage de ménage ayant une alimentation pauvre (pas diversifiée) supérieur à 20% si l'on sait que cette enquête a eu lieu juste après les récoltes.

A4.3.4. Termes de l'échange (bouc/mil et bouc/riz importé)

Les données sont celles du SIMA et du SIM bétail. Les prix du bétail ne sont disponibles que jusqu'en février 2009, les prix mensuels des céréales (mil et riz importé) et du bouc ne seront pris en compte que pour les mois de novembre, décembre, janvier et février. Pour chaque mois et pour chacune des deux céréales, il est calculé la quantité de céréale qu'il

est possible d'acheter pour le prix d'un bouc. L'indicateur considéré ici est la moyenne des termes de l'échange mensuels pour le mil et le riz importé.

Ainsi la vente d'un bouc procure une quantité inférieure de céréales dans cinq régions (Agadez, Niamey, Tahoua, Tillabéry et Zinder) pour le riz importé et dans deux régions (Tillabéry et Zinder) pour le mil. Les bonnes récoltes enregistrées pendant la campagne 2008-2009 par rapport au passé ont expliqué la situation du mil

A4.3.5. Déplacements

Il n'existe pas de données concernant les déplacés

A4.3.6. Malnutrition aiguë et chronique

Les résultats sont issus de l'enquête nutrition et survie des enfants de 6 à 59 mois au Niger en juin 2009. Les données sont récentes, ce qui leur confère une très bonne fiabilité. Les taux de malnutrition aiguë et chronique y sont très élevés mais la sous-nutrition aiguë globale est stable (de 11.6% en juin 2008, elle passe 12.3% en juin 2009). Mais elle atteint 17.4% à Diffa et 15.4% à Zinder ; la région de Tillabéry a un taux de 8.6%, les autres régions restantes ont des taux compris entre 10% et 15%.

La sous-nutrition chronique globale est de 46.3% à l'échelle nationale, elle atteint même 58.6% à Zinder, 55.1% à Maradi et 45.76% à Diffa (toutes les régions ont des taux supérieurs à 20% avec les normes OMS).

A4.3.7. Dangers

Risque acridien : il n'y a pas de risque phytosanitaire avéré. Même si des attaques de sautériaux sur le mil sont enregistrées dans les départements de Ouallam, Madarounfa, Mayahi, Tessaoua et Dakoro (région de Maradi), Bouza, Keita et Birni Konni (source : bulletin décadaire de la deuxième décennie de juillet 2009 de la Direction des Statistiques agricoles du Niger).

Risque climatique : la campagne agricole d'hivernage a été marquée au cours de la décennie par des précipitations faibles à modérées. A la deuxième décennie de juillet 2009, les cumuls pluviométriques enregistrés sont déficitaires au niveau de 66% des postes pluviométriques suivis comparés à la même période de 2008 (source : bulletin décadaire de la deuxième décennie de juillet 2009 de la Direction des Statistiques agricoles du Niger).

Risque économique : il n'y a pas de situation alimentaire tendue et il est noté une disponibilité des produits sur les marchés. Toutefois, les prix connaissent une augmentation par rapport à la décennie précédente hormis celui du riz qui enregistre une légère baisse de 0.2% (source : bulletin décadaire de la deuxième décennie de juillet 2009 de la Direction des Statistiques agricoles du Niger).

A4.3.8. Sécurité Civile

Le système des nations unies depuis un certain temps déjà classe toute la zone nord du pays en zone d'insécurité civile et recommande à son personnel de ne pas y aller.

A4.3.9. Avoirs relatifs aux moyens d'existence

Selon les résultats de l'enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger menée en novembre 2008, les principales sources de revenus des populations rurales au Niger sont : agriculture, petit commerce et agriculture, agro-pastorale, autres activités et agriculture, salaire, travail journalier et agriculture, transfert et agriculture, commerce et

agriculture, artisanat et agriculture, vente bois, paille et agriculture. Globalement ce sont les activités agricoles qui occupent le plus les populations sauf à Agadez où ce sont le salaire et le petit commerce et l'agriculture qui procurent principalement les revenus (à noter toutefois que l'enquête à Agadez n'a concerné que le milieu urbain et péri-urbain) A Maïné Soroa et à N'Guimi ce sont les activités agro-pastorales qui donnent plus de revenus. A Ouallam, le transfert et le petit commerce procurent le plus de revenus.

A4.3.10. Accès à l'eau

Pas de donné disponible pour l'exercice.

A4.3.11. Stratégies d'adaptation des ménages

Les résultats proviennent de l'enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger de novembre 2008. Deux indicateurs sont considérés, le pourcentage de ménages qui sont restés au moins un jour sans nourriture ou sans argent et le pourcentage de ménages qui ont vendu des animaux reproducteurs. Pour le premier indicateur, tous les départements ont moins de 5% de leurs ménages qui sont restés au moins un jour sans nourriture ou sans argent sauf ceux de Maïné Soroa, Gaya, Aguié, Abalak, Keita, Kollo, Téra, Gouré et Magaria.

Pour le deuxième indicateur, les départements qui ont le plus vendu des animaux reproducteurs sont ceux de Diffa, Maïné Soroa, Nguimi, Guidam-Roundji, Mayahi, Bouza, Madoua, Tcin-Tabaraden, Filingué, Kollo, Téra, Tillabéri, Gouré, Magaria, Tanout où plus de 10% des ménages ont eu recours à cette stratégie d'adaptation.

A4.3.12. Mortalité

Pas de donné à notre possession au moment de l'exercice.

A4.3.13. Morbidité

Pas de donné à notre possession au moment de l'exercice.

A4.4. Phases de sécurité alimentaire

Le Groupe de Travail Régional CHB a classé les départements du Niger en phase 1 (généralement en sécurité alimentaire), en phase 2 (insécurité alimentaire modérée) et en phase 3 (insécurité alimentaire avec crise des moyens d'existence).

A4.4.1. Zones dont la phase est indéterminée faute de données suffisantes

Des zones urbaines où périurbaines n'ont pas pu être classées du fait que la plupart des systèmes d'information en cours au Niger ne sont pas encore outillés à appréhender leur situation alimentaire (Arlit, Tchirozérine et Niamey) et du fait qu'elles sont exclues de toutes les enquêtes pour raison de sécurité (Bilma).

A4.4.2. Zones en « insécurité alimentaire modérée »

1. Département de Maïné Soroa (région de Diffa) : Malgré une augmentation de la production de mil, les taux de malnutrition sont critiques (17.4% pour la malnutrition aiguë et 45, 7% pour la malnutrition chronique) et 6% des populations ont une consommation pauvre (peu diversifiée), 5% des ménages sont restés au moins un jour sans nourriture ou sans argent sur les sept derniers jours au moment de l'enquête sur la vulnérabilité alimentaire des

ménages (novembre 2008) et 35% des ménages ont vendu des animaux reproducteurs.

2. Département de N'Guigmi (région de Diffa) : Les taux de malnutrition sont critiques (17.4% pour la malnutrition aiguë et 45, 7% pour la malnutrition chronique) et 11% des populations ont une consommation pauvre (peu diversifiée), 2% des ménages sont restés au moins un jour sans nourriture ou sans argent sur les sept derniers jours au moment de l'enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages (novembre 2008) et 25% des ménages ont vendu des animaux reproducteurs.
3. Départements de Dakoro, Guidan Roumdji, Madarounfa et Mayahi (région de Maradi) : Il y a une bonne production de sésame, de niébé et de mil, mais le pourcentage des ménages ayant une consommation pauvre est de 9% pour Dakoro, 8% pour Guidan Roumdji, 10% pour Madarounfa et 10% pour Mayahi. Les taux de malnutrition sont élevés (13.1% pour la malnutrition aiguë et 55.1% pour la malnutrition chronique).
4. Départements de Birni N'konni, Illéla, Keita et Tchinn Tabaraden (région de Tahoua) : Forte augmentation des prix du riz et augmentation modérée des prix des autres céréales. Le pourcentage de ménages qui ont une alimentation pauvre est de 16 % à Birni N'konni, 9% à Illéla, 16% à Keita et 9% à Tchinn Tabaraden. Pour cette région, la vente d'un bouc procurait 52 kg de riz importé sur la moyenne des cinq dernières, elle ne donne plus que 49 kg.
5. Départements de Téra, Tillabéri, Ouallam et Filingué (région de Tillabéri) : Augmentation des prix des céréales (+41% pour le riz importé, +27% pour le mil, +29% pour le sorgho, +36% pour le niébé et +38% pour le maïs); environ 10% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre et entre 3 et 27% des ménages ont vendu des animaux reproducteurs
6. Départements de Gouré, Matamey et Tanout (région de Zinder) : Augmentation des prix des céréales malgré une bonne production céréales. La situation nutritionnelle est critique (15.4% pour la malnutrition aiguë et 58.6% pour la malnutrition chronique) et 9% de ménages ont une consommation alimentaire à Gouré, 6% à Matamey et 3% à Tanout. La vente d'un bouc procurait 51 kg de riz (143 kg de mil) importé sur la moyenne des cinq dernières, elle ne donne plus que 46 kg (140 kg de mil).

A4.4.3. Zones en « insécurité alimentaire avec crise des moyens d'existence »

1. Département de Diffa (région de Diffa) : Trois quart des ménages tirent leurs revenus des activités agro-pastorales. Il est noté une bonne production et bon effectif du cheptel mais 24% des ménages ont une alimentation pauvre et 14 % des ménages ont vendu des animaux reproductifs. Les taux de malnutrition sont critiques (17.4% pour la malnutrition aiguë et 45, 7% pour la malnutrition chronique).
2. Départements de Aguié et Tessaoua (région de Maradi) : Le pourcentage des ménages ayant une consommation pauvre est de 21% à Aguié et 9% à Tessaoua. Les taux de malnutrition sont élevés (13.1% pour la malnutrition aiguë et 55.1% pour la malnutrition chronique)

3. Département de Bouza (Tahoua) : Le pourcentage de ménages qui ont une alimentation pauvre est de 30 % et 19% des ménages ont vendu des animaux reproducteurs. Pour cette région, la vente d'un bouc procurait 52 kg de riz importé sur la moyenne des cinq dernières, elle ne donne plus que 49 kg.

A4.4.3. Zones en « sécurité alimentaire en général »

Tous les autres départements qui ont des faibles proportions de ménages qui ont une alimentation pauvre et tel que la variation des prix par rapport à la moyenne des cinq dernières années est faible sont classées en sécurité alimentaire. Toutefois, pour tous les départements du Niger, les taux de malnutrition sont élevés.

ANNEXE 5 : RAPPORT DU SENEGAL

A5.1. Moyens d'existence des ménages ruraux au Sénégal

En milieu rural, les principaux moyens d'existence des ménages sont basés sur l'agriculture pluviale et sur l'élevage. Les principales cultures vivrières sont le mil, le sorgho, le maïs et le riz, et les cultures de rente l'arachide, le niébé, le coton, le manioc et l'horticulture. Des zones d'agriculture irriguée (riz maraîchage) ont été développées le long des principaux fleuves. La plupart des ménages agricoles possèdent également des têtes de bétail. La plupart des ménages sont donc tributaires de la pluviométrie, des attaques de criquets et de l'évolution des prix pour assurer leur sécurité alimentaire.

D'autres moyens comme la pêche continentale et maritime, l'activité touristique, la cueillette de produits forestiers, l'exploitation du sel et d'autres ressources minières sont développés dans certaines régions. Enfin, les migrations d'un ou plusieurs membres de la famille dans le pays, dans la région ou dans les pays développés assurent une source de revenus à travers les transferts monétaires. L'impact de la crise économique se fait sentir à travers la baisse des transferts estimés par l'OCDE à 28% pour le Sénégal.

A5.2. Données disponibles utilisées et données manquantes

Faute d'informations suffisamment détaillées, l'analyse CHB a uniquement concerné le milieu rural.

Les informations disponibles et pertinentes étaient les suivantes :

1. Populations (Sources : RGHP 2002 et projections)
2. Productions agricoles vivrières : mil, sorgho, maïs, riz, niébé (Sources : Conseil National de la Sécurité Alimentaire) ;
3. Productions agricoles de rentes : arachide coton (Sources : Conseil National de la Sécurité Alimentaire) ;
4. Prix de détail des cultures vivrières : mil, sorgho, maïs, riz importé, niébé (sources : Commissariat à la Sécurité Alimentaire) ;
5. Malnutrition aiguë (Sources, Enquête SMART août-septembre 2008) ;
6. Malnutrition chronique (Sources, Enquête SMART août-septembre 2008) ;
7. Mortalité infanto - juvénile (Sources, Enquête SMART août-septembre 2008) ;
8. Diversité alimentaire (Sources : Sénégal - Enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence en milieu rural ; Résumé des résultats préliminaires - Août 2008) ;
9. Mécanismes d'adaptation (Sources : Sénégal - Enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence en milieu rural ; Résumé des résultats préliminaires - Août 2008) ;
10. Transferts monétaire (Sources : Sénégal - Enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence en milieu rural ; Résumé des résultats préliminaires - Août 2008) ;

Les données manquantes concernaient :

1. Productions agricoles de rentes (anacarde et coton) ;
2. Termes de l'échange pour les éleveurs et les producteurs de produits de rentes ;

3. Prix aux producteurs des cultures de rente : coton, arachides, niébé, noix de cajou ;
4. Sécurité civile ;
5. Avoirs relatifs aux moyens d'existence, en particulier le niveau de décapitalisation ;
6. Accès à l'eau ;
7. Déplacements ;
8. Morbidité ;

A5.3. Résultats

A5.3.1. Productions agricoles

Les données de productions agricoles reflètent les bonnes, voire très bonnes productions agricoles de la saison 2008-2009 au Sénégal. Les indicateurs suivis sont les variations de production en 2008-2009 par rapport à la moyenne quinquennale (2003-2007). Concernant les céréales, seules les Départements de Bambey, de Fatick et de Kanel enregistrent une baisse de production en 2008-2009 par rapport à la moyenne quinquennale.

La production de coton a baissé de façon significative à cause de sa mauvaise rentabilité et de la substitution par l'arachide ou le sorgho.

A5.3.2. Accessibilité alimentaire, prix et revenus

L'accessibilité alimentaire a été appréciée à travers l'évolution des prix des céréales recueillis par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Les variations des prix des céréales secondaires s'élèvent en moyenne de 16%, mais à Fatick, Kaolack et Diourbel les augmentations sont plus importantes (>20%) et à Matam elles sont limitées (<10%). Le prix du riz importé a augmenté en moyenne de 41%, mais à Diourbel, Fatick et Kaolack elles s'élèvent à plus de 50% et à Matam et à Kolda, elles sont inférieures à 30%.

A5.3.3. Diversité alimentaire

L'enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence en milieu rural fournit des résultats de la période de soudure 2008. Leur fiabilité pour la période de soudure 2009 est donc limitée. La ségrégation des informations s'est faite au niveau des neuf zones agro-écologiques. Les zones « Basse et Moyenne Casamance », « Haute Casamance et Sénégal Oriental » et « Bassin arachidier » ont des pourcentages de ménages ayant une diversité alimentaire pauvre supérieure à 20%. Les bonnes récoltes qui ont suivi ont probablement modifié cette situation.

A5.3.4. Stratégies d'adaptation des ménages

L'enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence réalisée par le PAM en 2008 indique un indice de stratégie d'adaptation élevé sur les zones agro-écologiques de « Basse et Moyenne Casamance », de « Haute Casamance et Sénégal Oriental » et du « Bassin arachidier ». Il s'agit généralement de stratégie d'assurance (effet réversible équivalent à une phase 2) et de stratégie de crise (effet irréversible comme la vente anormalement plus importante de bétail, équivalent à une phase 3).

A5.3.5. Malnutrition aiguë et chronique

L'enquête nutritionnelle SMART de août-septembre 2008 révèle des taux de malnutrition aiguë globale supérieurs au seuil critique (15%) à Matam et à Bakel et des taux compris entre 10% et 15% à Guinguinéo, Gossas, Goudomp, Louga, Kébéber, Dar Mousty et Dianké Makhan. Les bonnes récoltes qui ont suivi ont probablement modifié cette situation.

Les taux de malnutrition chronique sont supérieurs à 20% à Matam, Sédhiou Goudomp, Goudiry et Diankhé Makhan. Les variations plutôt lente de la malnutrition chronique permettent de leur accordée une fiabilité moyenne pour la période considérée (neuf mois après l'enquête).

A5.3.6. Mortalité

L'enquête nutritionnelle SMART de août-septembre 2008 n'a concerné que 14 Districts Sanitaires. La mortalité infanto-juvénile est supérieure au seuil d'alerte de 1/10 000 personnes/jour à Gossas et Dainkhé Makhan.

A5.3.7. Morbidité

Pas de donnée disponible pour l'exercice.

A5.3.8. Accès à l'eau

Pas de données récentes disponibles pour l'exercice.

A5.3.9. Déplacements

Aucune donnée récentes n'est disponible au sujet des réfugiés Mauritaniens, ni des déplacés internes de Casamance.

A5.3.10. Sécurité Civile

Pas de donnée récente sur la situation en Casamance, à l'exception de quelques braquages et de la persistance de champs de mines dans cette Région.

A5.3.11. Dangers

Risque acridien : le suivi du risque acridiens réalisés régulièrement par ne met pas en évidence de présence d'ailés isolés ni d'essaims. La situation en Mauritanie est également calme.

Risque climatique : le suivi de la pluviométrie réalisé depuis mai 2009 ne révèle pas de déficit important sur le pays. Les prévisions de mai 2009 d'ACMAD indiquent une probabilité importante de déficit hydrique sur l'ensemble du pays. La révision de ces prévisions en juin sont moins pessimistes pour l'ensemble du Sénégal sauf la bande nord du pays. Ce déficit de pluie peut être à l'origine de faibles rendements des cultures d'hivernage en cours.

Risques économique : une proportion importante des ménages ruraux dépendent en partie des marchés pour s'alimenter (en période de soudure). La tendance à la hausse des prix est une menace pour tous les ménages ayant un taux d'autoconsommation peu élevé.

A5.3.12. Avoirs relatifs aux moyens d'existence

Les données sur les effectifs du bétail sont disponibles mais il n'y a pas de série concernant les « prélèvement » (vente) ou épizootie.

A5.4. Phases de sécurité alimentaire

Le Groupe de Travail Régional CHB a classé le Sénégal en phase 1 (généralement en sécurité alimentaire) ou en phase 2 (insécurité alimentaire modérée).

A5.4.1. Zones dont la phase est indéterminée faute de données suffisantes

Il s'agit :

- des zones urbaines ou périurbaines de Dakar et de Saint Louis,
- des départements de Linguère et Ranérou dont les moyens d'existence sont essentiellement basés sur l'élevage. Au moment de l'exercice, les données de prix, de l'état d'embonpoint des animaux, des termes de l'échange céréales/bétail et les cas d'épizooties n'étaient pas renseignés.

A5.4.2. Zones en « insécurité alimentaire modérée »

1. Département de Bambey (Région de Diourbel) : La proximité de Dakar a provoqué une plus forte hausse des prix des céréales, les productions de mil et d'arachide y ont été inférieures à la moyenne quinquennale (-38% et -5% respectivement), les transferts issus de l'immigration ont probablement diminué à cause de la crise économique mondiale, le pourcentage de ménages ayant une alimentation peu diversifiée est assez élevé (18% dans la zone) et les ménages commencent à mettre en œuvre des mécanismes de crise (entre 7,5% et 25% des ménages ont vendu davantage d'animaux reproducteurs par rapport à une année normale).
2. Département de Fatick (Région de Fatick) : La proximité de Dakar a provoqué une plus forte hausse des prix des céréales, les productions de mil y ont été inférieures à la moyenne quinquennale et les ménages commencent à mettre en œuvre des mécanismes de crise. le pourcentage de ménages ayant une alimentation peu diversifiée est assez élevé (28% dans la zone) et les ménages commencent à mettre en œuvre des mécanismes de crise (entre 13% et 33,5% des ménages ont vendu davantage d'animaux reproducteurs par rapport à une année normale dans la zone).,
3. Département de Kolda (Région de Kolda) : Le nombre de ménages ayant accès à la culture de coton, pourvoyeuse d'engrais a baissé de 24% dans la région ; le pourcentage de ménages ayant une alimentation peu diversifiée est assez élevé (33% dans la zone) et les ménages commencent à mettre en œuvre des mécanismes de crise (entre 22,5% et 62% des ménages ont vendu davantage d'animaux reproducteurs par rapport à une année normale dans la zone où l'élevage est un moyens d'existence important).
4. Département de Bignona et Ziguinchor (Région de Ziguinchor) : Les prix des céréales ont subi une forte hausse, les productions de riz n'ont augmenté que de 10%, le pourcentage de ménages ayant une alimentation peu diversifiée est assez élevé (28% dans la zone), et les ménages commencent à mettre en œuvre des mécanismes de crise (entre 3,5% et 32,5% des ménages ont vendu davantage d'animaux reproducteurs par rapport à une année normale dans la zone où l'élevage est un moyens d'existence important)
5. Département de Matam (Région de Matam) : les productions de riz n'ont augmenté que de 10%, le pourcentage de ménages ayant une alimentation peu diversifiée est assez élevé (28% dans la zone), le taux de malnutrition global était supérieur au seuil d'urgence (15%) et la malnutrition aiguë supérieur à 20%,

A5.4.3. Zones en « sécurité alimentaire en général »

Il s'agit des autres régions qui ne sont pas affectés par des taux élevés de malnutrition chronique, de hausse de prix limitées et qui sont caractérisées par de bonnes récoltes de la campagne 2008-2009 et un faible proportion de ménages ayant accès à une alimentation peu diversifiée.